Document généré le 17 avr. 2024 01:57

Revue d'histoire de l'Amérique française

# COOK, Ramsay, *The Politics of John W. Dafoe and the Free Press*. University of Toronto Press, 1963.

Léo-Paul Desrosiers

Volume 17, numéro 1, juin 1963

URI : https://id.erudit.org/iderudit/302260ar
DOI : https://doi.org/10.7202/302260ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)
1492-1383 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Desrosiers, L.-P. (1963). Compte rendu de [COOK, Ramsay, *The Politics of John W. Dafoe and the Free Press.* University of Toronto Press, 1963.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, *17*(1), 115–117. https://doi.org/10.7202/302260ar

Tous droits réservés © Institut d'histoire de l'Amérique française, 1963

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

COOK, Ramsay, *The Politics of John W. Dafoe and the Free Press.* University of Toronto Press, 1963.

Ce volume apporte une revue volumineuse, d'allure académique, de l'histoire politique du Canada pendant les soixante-cinq dernières années. Comme elle est rédigée à l'occasion d'un grand journaliste et en sa compagnie, elle n'entre pas dans tous les détails. En revanche, maintes fois elle introduit le lecteur en arrière des coulisses où les événements s'esquissent et prennent corps à l'insu du grand public. C'est même là son grand et principal mérite. Les historiens futurs devront y référer largement. Peu connu dans l'est du pays, Dafoe a joué un rôle de premier plan sous Laurier, sous Borden, sous Mackenzie King. Il a exercé une influence qui paraît profonde sur les courants parlementaires.

Bon journaliste, dans le sens technique du terme, Dafoe le fut sans doute en faisant de la *Manitoba Free Press*, le grand journal de l'Ouest à une époque où les trois provinces des prairies débouchaient à pleines voiles dans la Confédération. Il se fit l'organe de leurs besoins, de leurs réclamations, de leurs tendances. Et il faut le dire aussi, de leurs préjugés sectaires et raciaux. Il se tint bien d'aplomb sur les larges assises de l'opinion publique, en observant la modération. Il les guida dans leur allégeance partisane. Sans comprendre d'autre part le phénomène canadien-français ou le phénomène syndicaliste.

Dafoe est trop intimement anglais pour que nous l'aimions beaucoup. Même s'il fut un défenseur opiniâtre de l'autonomie du Canada, du droit de nous gouverner complètement. Il entraîna dans cette voie nos premiers ministres successifs, Borden le premier. Cette autonomie, toutefois, il ne la conçoit qu'impériale, supposant que les peuples du Commonwealth s'uniront toujours dans leur indépendance pour soutenir les mêmes causes. Accordons-lui qu'il fut un pilote habile dans le passage de l'état de colonie à celui de pays souverain.

Durant les deux grandes guerres, Dafoe fut le partisan vociférateur d'une participation canadienne sans limites. Jusqu'au dernier homme, jusqu'au dernier sou, conscription incluse. Si bien qu'il devint l'artisan principal du gouvernement d'union que présida à la fin sir Robert Borden. Après la guerre, il lui aurait continué son assistance si ce dernier ne s'était pas effrité. Il accompagne Borden aux grandes conférences de Paris.

Né dans l'Ontario, il vécut un temps dans le Québec, pratiqua un peu le journalisme à Montréal. Mais il refréna toujours les revendications scolaires des Canadiens français de l'Ouest. Nous n'y avions pas plus de droits que les bandes d'immigrants qui arrivaient chaque année. Il craignit l'influence de notre province sur Laurier, King et Lapointe. Elle était pays conquis, britannique à gouverner d'une main autoritaire, sans trop se soucier de ses lubies. En ce temps-là, elle pouvait être traitée ainsi, car ni la vague de « décolonisation » ni la Société des Nations d'aujourd'hui ne lui permettaient de sortir de la Confédération sans guerre. Il reste que si le Canada doit subsister, il faudra reprendre dans les prairies l'œuvre de Laurier, de Dafoe. Pourtant, ce journaliste devinait bien que si Québec se séparait jamais du reste du pays, toutes les autres provinces deviendraient vite des états américains.

Libéral en général malgré son appui au gouvernement d'union de Robert Borden, Dafoe souffrit à plusieurs reprises des désavantages du journalisme partisan. Il appuya le mouvement progressiste avec largeur d'esprit, mais pour influencer de l'extérieur le parti libéral et contrebalancer les gros intérêts de centre, Ontario et Québec. Il travailla à faire inclure dans le programme libéral le meilleur des revendications de l'Ouest. Quand ce travail fut plus ou moins bien réussi, il travailla de l'intérieur avec ses amis progressistes pour influer sur l'orientation de la politique.

Dans la commission Rowell-Sirois, il fut sans doute le commissaire le plus actif. Il se fit l'avocat passionné d'un gou-

vernement fédéral puissant, riche, réduisant les provinces à un rôle mineur. Plus que tout autre, il poussa Mackenzie King et Louis Saint-Laurent dans des rôles de centralisateurs à outrance. Et le parti libéral ne le suivit que trop bien dans cette voie. Il est ainsi à l'origine des malaises et difficultés d'aujourd'hui. Nous n'en voyions pas la fin.

L'A. apporte en passant un exemple mémorable de ce que peut être parfois la facticité des appels au peuple. Ce fut l'élection de 1926. Mackenzie King était revenu avec moins de députés qu'Arthur Meighen qui ne pouvait compter lui non plus sur une majorité absolue. Il ne donna cependant pas sa démission, comme M. Louis St-Laurent et M. Diefenbaker devaient le faire après lui. Il espérait gouverner avec l'assistance des progressistes. Enveloppé dans le scandale des douanes, sur le point d'être mis en minorité aux Communes, il demanda la dissolution des Chambres à lord Byng. Celui-ci la lui refusa sous le prétexte assez démocratique que le parti qui avait obtenu le plus de voix, avait fait élire le plus de députés, n'avait pas encore tenté de gouverner. Arthur Meighen forma son cabinet qui fut défait presque tout de suite par le vote d'un député qui s'était engagé à ne pas voter selon des arrangements parlementaires assez stricts. Lui, il obtint alors la dissolution des Chambres. De cet incident devait sortir la fameuse élection King-Lapointe; les libéraux seraient les nationalistes protestant contre l'intervention du représentant du Roi, et Arthur Meighen et ses hommes les impérialistes. Or, dans sa lettre de démission, Mackenzie King avait justement demandé à lord Byng d'en référer, avant de prendre une décision définitive, au secrétaire d'Etat de l'Angleterre, c'est-à-dire au gouvernement anglais, c'est-à-dire à Downing Street. C'est lui qui avait incité l'intervention de Londres dans les affaires canadiennes. Il n'avait pas considéré lord Byng comme un rouage canadien au gouvernement canadien. Et cette phrase malencontreuse en dit long aujourd'hui sur le réalisme des appels au peuple.

L'A. est assez objectif dans ses études, bien qu'il y ait des longueurs, des dissertations parfois filandreuses. Il faut souhaiter que nos jeunes lisent ce livre pour se familiariser avec les problèmes politiques canadiens et en connaître les racines. Sans doute, ceux qui ont vécu cette période le comprendront mieux qu'eux et ils n'auront pas besoin d'ouvrages supplémentaires pour se renseigner à fond.

LÉO-PAUL DESROSIERS